



## **AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Selon un rapport de l'ONU, « l'Etat de droit est presque inexistant et les abus constituent la norme »**

Bangui (Agence Fides) – « Nous sommes extrêmement préoccupés par les dénonciations concernant des homicides, des tortures, des détentions arbitraires, des violences commises à l'égard des femmes, des disparitions forcées, des actes de justice populaire comme par le climat général d'insécurité et par l'absence de l'Etat de droit qui s'est instaurée au cours de ces cinq derniers mois » affirment les experts indépendants de l'ONU dans un rapport relatif à la situation en République centrafricaine.

Depuis mars de cette année, lorsque la coalition rebelle Seleka a chassé le Président François Bozizé, le pays vit dans l'anarchie, même si Michel Djotodia, l'un des chefs de la Seleka, a pris le poste de Chef de l'Etat et si une force de stabilisation formée de militaires envoyés par les Etats limitrophes (Mission internationale de Soutien à la Centrafrique, MISCA) a été déployée. Ceci n'a cependant pas été suffisant pour ramener un minimum d'ordre parce, comme le soulignent les experts de l'ONU, « l'Etat de droit est presque inexistant » au point que « les abus de pouvoir et l'impunité constituent désormais la norme ».

Le rapporteur spécial de l'ONU concernant les exécutions sommaires, Christof Heyns, a affirmé que 46 cas de ce genre ont été documentés, nombre desquels commis en représailles à l'égard d'actes de « justice populaire » à l'encontre de membres de la coalition Seleka.

Outre le déploiement de la MISCA, les Etats d'Afrique centrale ont exercé des pressions sur le nouveau Président afin qu'il constitue un gouvernement d'unité nationale et un Conseil national de transition –sort de parlement provisoire – pour doter le pays d'institutions capables de porter la République centrafricaine à de nouvelles élections. Le 6 août, le bureau du CNT a été dissous en vue de sa reconstitution sur une base élargie, de manière à y faire entrer les représentants de l'ensemble des forces politiques. (L.M.) (Agence Fides 07/08/2013)